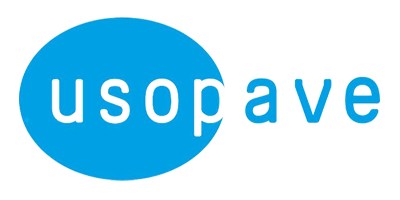
**Les contrats-types**

Les artistes-auteurs sont trop souvent démunis devant les subtilités du droit quand, à l’occasion d’une commande publique, d’une exposition, d’une publication, d’une résidence d’artiste, d’un symposium, d’un achat d’œuvre, se présente la nécessité de négocier un contrat.

C’est pourquoi, à travers une série de brefs ouvrages clairs et pointus, nous avons cherché à répondre au besoin d’information des artistes-auteurs.

Ces ouvrages présentent, pour chaque contrat, un contrat type et des commentaires. Les clauses de ces contrats types ont été établies dans le souci de respecter l’équilibre des intérêts des parties. Chacune de nos organisations professionnelles est habituée à traiter de ces questions, à apporter des solutions concrètes et à encourager la conciliation ou la médiation.

Participant régulièrement à des réunions, nous avons pu mutualiser nos compétences respectives pour apporter une vision élargie la plus complète des différents problèmes juridiques posés et des solutions proposées. Ce travail a été réalisé avec la collaboration d’un juriste spécialisé, Me Jean Vincent, avocat.

L’originalité et l’intérêt que représentent ces ouvrages : en marge du contrat-type proposé, à la fois d’un côté les commentaires et les remarques de Me Jean Vincent, mais aussi d’autre part, les préconisations des représentants syndicaux. Ce double regard permettra à chaque lecteur de mieux comprendre et d’affiner ses choix en fonction de son cas particulier.

À PROPOS

L’USOPAVE

L’union est essentielle pour faire passer l’intérêt général des artistes-auteurs avant l’intérêt particulier de telle ou telle corporation ou organisation ; elle est l’une des conditions incontournables pour obtenir des avancées dans les secteurs de la création artistique.

C’est dans cet esprit que les organisations professionnelles des arts visuels ont fondé en 2005 une plateforme de travail et de dialogue : l’USOPAVE (Union des Syndicats et Organisations Professionnels des Arts Visuels et de l’Ecrit).

L’USOPAVE discute de tous les sujets d’actualité qui concernent nos professions, imagine des préconisations pertinentes à proposer aux pouvoirs publics, aux partenaires privés, à l’ensemble des artistes-auteurs et développe des outils d’intérêt général. La réflexion commune nourrit positivement la réflexion de chacun.

CONTRAT D’EDITION

(Œuvres visuelles)

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

1.

NOM, prénom (pseudonyme) :

N° SIRET :

N° de sécurité sociale :

Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

N° COMPTE URSSAF LIMOUSIN : 748 …

Adresse :

Adresse @ :

Activité artistique :

Ci-après dénommé•e **« L’ARTISTE-AUTEUR »** *(voir en fin de contrat les notes 1 et 2)*

D’une part

**ET**

2.

Dénomination sociale :

Forme sociale :

Siège social :

RCS :

N° SIRET :

Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

N° URSSAF diffuseur :

Représenté par , en sa qualité de

Adresse @ :

N° tél. :

N° télécopie :

Ci-après dénommée **« L’ÉDITEUR »**

D’autre part

**ÉTAT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

L’ARTISTE-AUTEUR a créé les œuvres (ci-après dénommées « les œuvres ») incorporées dans l’Ouvrage intitulé ………………………………………………[[1]](#footnote-2) (ci-après dénommé « l’Ouvrage »), dont le contenu écrit a pour auteur(s) :........................................................

Les caractéristiques et le nombre de ces œuvres sont décrits en ANNEXE 1. S’agissant d’un Ouvrage composé d’images (photographies, dessins, reproduction d’œuvres d’art, etc.), associées ou non à un texte, le présent contrat peut être complété par une ANNEXE 2 reproduisant sous forme de vignettes ces images de façon à les identifier.

Sont exclues du champ d’application du présent contrat d’édition les œuvres livrées par l’ARTISTE-AUTEUR à l’ÉDITEUR mais non retenues pour être incorporées dans l’Ouvrage. Toute exploitation des Œuvres autre que celles définies au présent contrat seront soumises à la conclusion préalable d’un autre contrat avec l’ARTISTE-AUTEUR.

La destination de l’ouvrage est la publication dans le commerce.

Le présent contrat à la nature d’un contrat d’édition au sens de l’article L. 132-1 du Code de la propriété intellectuelle. Il est régi par les articles L. 132-4 à L. 132-17-8 du Code la propriété intellectuelle, par l’ordonnance n° 2014-1348 du 12 novembre 2014 et par l’accord professionnel du 10 décembre 2014.

Sa première partie traite de l’édition sous une forme imprimée et sa deuxième partie de l’édition sous une forme numérique.

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREMIÈRE PARTIE : ÉDITION IMPRIMÉE**

**ARTICLE I. 1 – OBJET DU CONTRAT**

La première partie du présent contrat a pour objet de déterminer les conditions d’exploitation des Œuvres par voie d’édition de l’Ouvrage sous une forme imprimée.

En aucun cas le présent contrat n’autorise une exploitation des Œuvres séparément de l’Ouvrage.

**Article I. 2 – Durée du contrat et territoires d’exploitation**

**I. 2.1 - Durée**

La première partie du présent contrat prend effet pour une durée de ................. à compter de la date de sa signature.

Cette durée pourra être prorogée d’un commun accord entre les parties, selon des conditions librement négociées.

Au terme de la durée ci-avant définie et de son éventuelle prorogation, l’ÉDITEUR n’aura plus le droit d’exploiter l’Ouvrage sous forme d’édition imprimée.

**I. 2.2 - Territoire**

La première partie du présent contrat est conclue pour le ou les territoire(s) suivant(s) : ………………………………………………………………………………………………………

**Article I. 3 – Cession de droits d’auteur, exclusivité et garantie**

L’ARTISTE-AUTEUR cède à l’ÉDITEUR, pour la durée et le ou les territoire(s) défini(s) à l’article I. 2 ci-avant, le droit de reproduire les Œuvres incorporées dans l’Ouvrage aux fins d’édition dudit Ouvrage.

L’ÉDITEUR pourra concéder à des tiers, par voie de contrat de sous-édition, le droit de publier ou faire publier l’Ouvrage sous d’autres formes que l’édition principale, notamment en format « poche » ou « club », ainsi que dans des versions linguistiques autres que la version originale. Toutefois, ces autres formats de publication ne devront en aucun cas modifier les Œuvres et la composition de l’Ouvrage sauf accord préalable et écrit de l’ARTISTE-AUTEUR.

Le premier tirage de l’Ouvrage en édition principale sera de ........................ exemplaires.

Le présent contrat d’édition est conclu [[2]](#footnote-3) :

a) à titre exclusif pour son édition imprimée

b) à titre non exclusif pour son édition imprimée

L’ARTISTE-AUTEUR garantit à l’ÉDITEUR qu’il est seul titulaire des droits d’auteur attachés aux Œuvres et en conséquence lui garantit une jouissance paisible des droits cédés par le présent contrat.

En ce qui concerne les éventuels droits à l’image qui seraient attachés à la publication des Œuvres, les parties considèrent que la liberté d’expression artistique et de création doit primer sur le droit à l’image, ainsi que l’établit la jurisprudence, sauf atteinte à la dignité de la personne humaine ou révélation d’un fait de vie privée.

Le présent contrat ne contient pas de cession de droits d’auteur pour des utilisations autres que l’édition de l’Ouvrage. Toute autre utilisation ou mode d’exploitation de l’Ouvrage ou des Œuvres incorporées dans l’Ouvrage doit faire l’objet d’une autorisation de l’ARTISTE-AUTEUR par voie de contrat spécifique. Si l’ÉDITEUR est le bénéficiaire d’une telle autorisation, le contrat spécifique est en tant que de besoin annexé au présent contrat.

L’ARTISTE-AUTEUR est représenté par .......................... , Organisme de Gestion Collective chargé d’exercer ses droits au titre des utilisations suivantes :

.......................................................................................

**Article I. 4 – Droits collectifs**

L’ARTISTE-AUTEUR déclare être membre d’un Organisme de Gestion Collective habilité à le représenter pour la gestion collective des droits suivants :

* droit de reprographie (article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle) ;
* rémunération pour copie privée (articles L. 311-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle) ;
* droit de prêt en bibliothèque (articles L. 133-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle) ;
* rémunération au titre de la câblodistribution simultanée de programmes hertziens de télévision (articles L. 132-20 et suivants du Code de la propriété intellectuelle).

Cet Organisme de Gestion Collective est : .........................................

**Article I. 5 – Droits moraux**

Étant rappelé que selon l’article L. 121-1 du Code de la propriété intellectuelle, l’auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre, ce droit étant perpétuel, inaliénable et imprescriptible, l’ÉDITEUR s'engage à respecter les composantes du droit moral de l’ARTISTE-AUTEUR sur ses œuvres.

En conséquence, l’ÉDITEUR s’engage à faire figurer le nom de l’ARTISTE-AUTEUR, ou le pseudonyme que celui-ci lui aura indiqué, sur la couverture de l’Ouvrage. Ce nom sera également mentionné à l’occasion de chaque opération de promotion de l’Ouvrage.

L’ÉDITEUR s’engage à n’apporter aucune modification aux Œuvres et plus généralement à l’Ouvrage sous peine de porter atteinte au droit moral de l’ARTISTE-AUTEUR.

**Article I. 6 – Livraison des Œuvres, propriété, restitution**

**I. 6.1 - Délai et modalités de livraison**

L’ARTISTE-AUTEUR remettra les Œuvres à l’ÉDITEUR dans les délais suivants :

...................................................................................................................................

Les Œuvres seront livrées au format suivant : .........................................

En cas de non-respect de ces délais par l’ARTISTE-AUTEUR, l’ÉDITEUR pourra adresser à l’ARTISTE-AUTEUR une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure est restée sans effet trois (3) mois après sa réception par l’ARTISTE-AUTEUR, la première partie du présent contrat est résiliée de plein droit et sans sommation.

Un bon de dépôt des Œuvres sera signé en double exemplaire par l’ARTISTE-AUTEUR et l’ÉDITEUR, dont un exemplaire sera impérativement remis à l’ARTISTE-AUTEUR. Il mentionnera la valeur estimative des œuvres aux fins d’assurance.

En tout état de cause, L’ÉDITEUR en accusera réception par écrit dans un délai maximum de huit (8) jours.

**I. 6.2 - Conservation et restitution des Œuvres**

L’ÉDITEUR est gardien des œuvres qui lui ont été livrées par l’ARTISTE-AUTEUR et doit en garantir une parfaite conservation jusqu’à restitution.

La valeur estimative des Œuvres figurera sur le bon de dépôt, aux fins d’assurance par l’ÉDITEUR au titre des dommages pouvant subvenir pendant la période de dépôt.

En cas de perte ou de détérioration, l’ÉDITEUR s’engage à indemniser l’ARTISTE-AUTEUR à hauteur des montants indiqués sur le bon de dépôt.

Les Œuvres originales remises par l’ARTISTE-AUTEUR à l’Éditeur demeurent la propriété de l’ARTISTE-AUTEUR. L’ÉDITEUR s’engage à les lui restituer en bon état dans un délai de trois (3) mois après la première édition de l’Ouvrage.

En tout état de cause, cette restitution aura lieu au plus tard six (6) mois après leur livraison par L’ARTISTE-AUTEUR.

Si la restitution n’intervient pas un (1) an après l’achèvement de la fabrication de l’Ouvrage, l’ÉDITEUR demeure responsable de sa conservation en bon état.

En cas de litige relatif à la conservation et la restitution des Œuvres par l’ÉDITEUR, les parties décident, conformément à l’article 2254 du Code civil, que la prescription applicable sera de dix (10) ans.

**Article I. 7 – Bon à tirer (BAT)**

L’ÉDITEUR s’engage à envoyer à l’ARTISTE-AUTEUR, en double exemplaire, une épreuve de l’Ouvrage afin que celui-ci donne son accord avant impression, la première pouvant être conservée par l’ARTISTE-AUTEUR. L’ARTISTE-AUTEUR dispose d’un délai maximum d’un (1) mois après réception des épreuves pour adresser à l’ÉDITEUR un *« bon à tirer »*,y compris avec des demandes de modifications, ou manifester son désaccord.

Passé ce délai d’un (1) mois, le silence de l’ARTISTE-AUTEUR vaut acceptation de la divulgation de l’ouvrage par sa première édition.

**Article I. 8 – Exemplaires d’Auteur**

L’ÉDITEUR remettra à l’ARTISTE-AUTEUR, à titre gracieux, ............ exemplaires de l’Ouvrage.

Les exemplaires supplémentaires que l’ARTISTE-AUTEUR désirerait acquérir lui seraient facturés 30 % (trente pour cent) du prix public HT.

**Article I. 9 – Obligations et prérogatives de l’Éditeur**

L’ÉDITEUR s’engage à publier, distribuer ou faire distribuer l’Ouvrage de manière effective et suivie au plus tard .......... mois après la signature du présent contrat.

La première publication de l’Ouvrage en édition principale répondra aux caractéristiques suivantes :

*(format, collection, nombre de pages, caractéristiques du papier, nombre de couleurs, etc.)*

Les textes promotionnels relatifs à l’Ouvrage, le verso de couverture et les éventuels rabats devront être soumis, pour accord, à l’avis de l’ARTISTE-AUTEUR.

Il s’engage à informer l’ARTISTE-AUTEUR, si celui-ci en fait la demande, sur l’état des stocks disponibles de l’Ouvrage et l’état de sa distribution.

L’ÉDITEUR s’engage à faire la promotion de l’Ouvrage conformément aux usages de la profession.

Hors édition principale, l’ÉDITEUR déterminera seul les formats de publication de l’Ouvrage, sa présentation (charte graphique, maquette, etc.), ainsi que son prix de vente ; après avis de l’ARTISTE-AUTEUR.

Toutefois, les changements de prix public de vente (prix catalogue) feront l’objet d’une information de l’ARTISTE-AUTEUR.

En vertu de l’article L.132-16 du Code de la propriété intellectuelle, l’ÉDITEUR ne peut transférer le bénéfice du présent contrat à un tiers sans l’autorisation écrite préalable de l’ARTISTE-AUTEUR.

**Article I. 10 – Rémunération**

**I. 10.1 - Rémunération proportionnelle aux recettes**

La rémunération due en contrepartie de l’autorisation consentie à l’article I.3 est fixée proportionnellement au prix hors taxe de vente au public de l’Ouvrage, au taux de ......... % jusqu’à 5.000 exemplaires vendus, de ......... % de 5.001 à 20.000 exemplaires vendus et de .............. % au-delà de 20.000 exemplaires vendus.

En ce qui concerne spécifiquement les exploitations, en sous édition, sous d’autres formes que l’édition principale, notamment en format « poche » ou « club » ainsi que dans des versions linguistiques autres que la version originale, ou de vente d’un stock pour le solder, la rémunération de l’ARTISTE-AUTEUR sera de ........ % des sommes hors taxe facturées par l’ÉDITEUR.

La rémunération de l’ARTISTE-AUTEUR ne portera ni sur les exemplaires destinés au dépôt légal, ni sur les exemplaires remis gratuitement à l’ARTISTE-AUTEUR, ni sur les exemplaires destinés à la presse et aux opérations de promotion dans la limite d’un nombre maximum de cent exemplaires par édition.

À titre d’à valoir, l’ÉDITEUR versera à l’ARTISTE-AUTEUR la somme de ................. euros hors taxe. Cette somme constitue un minimum garanti et restera acquise à l’ARTISTE-AUTEUR quels que soient les résultats de ventes.

L’à valoir sera versé selon les modalités et délais suivants : .................................................

**I. 10.2 - Rémunération forfaitaire** *(optionnel pour les utilisations à hauteur de moins de 20% de l’Ouvrage)*

Au cas où l’ensemble des Œuvres incorporées dans l’Ouvrage représenterait moins de 20% de la surface dudit ouvrage, la rémunération serait forfaitaire et égale à ......................... euros hors taxe au titre de la première édition.

En cas de réédition, il serait alors dû à l’ARTISTE-AUTEUR une rémunération complémentaire au minimum égale à la première rémunération forfaitaire définie ci-avant, *prorata numeris [[3]](#footnote-4).*

Le versement s’effectuera selon les modalités et délais suivants : ................................

**I. 10.3 - Minimum garanti**

Au titre de l’édition imprimée et en application de l’article L. 132-10 du Code de la propriété intellectuelle, il est garanti à l’Auteur un montant minimum de redevances égal à ........................... euros hors taxe.

Le minimum garanti fait l’objet d’un versement par l’ÉDITEUR dans le délai d’un (1) mois à compter de la signature du présent contrat.

L’ÉDITEUR pourra récupérer le minimum garanti par déduction des redevances dues à l’ARTISTE-AUTEUR en application de l’article I. 10.1 ci-avant.

**Article I. 11 – Reddition des comptes**

L’ÉDITEUR arrêtera au 31 décembre de chaque année, le compte des droits dus à l’ARTISTE-AUTEUR au titre de l’article 10-1 ci-avant durant l’année écoulée.

Il enverra ce relevé de compte à l’ARTISTE-AUTEUR au plus tard dans les trois (3) mois qui suivent la date d’arrêté des comptes et versera à l’ARTISTE-AUTEUR, dans le même délai, les sommes correspondantes.

Sur l’ensemble des relevés devront figurer, par Ouvrage et par pays d’édition, les informations suivantes :

* la date et l’importance des tirages,
* le prix de vente,
* le nombre d’exemplaires vendus pendant l’exercice en cours,
* le nombre d’exemplaires en stock,
* le nombre d’exemplaires inutilisables ou détruits par cas fortuit ou force majeure,
* le montant des redevances dues à l’ARTISTE-AUTEUR, avec indication des assiettes et des taux appliqués pour leur calcul.

En cas de rémunération forfaitaire en application de l’article I. 10.2 ci-avant, L’ÉDITEUR communique annuellement à l’ARTISTE-AUTEUR un relevé sur lequel devront figurer, par Ouvrage et par pays d’édition, les informations suivantes :

* la date et l’importance des tirages,
* le prix de vente,
* le nombre d’exemplaires vendus pendant l’exercice en cours,
* le nombre d’exemplaires en stock.

Conformément à l’article L. 132-14 du Code de la propriété intellectuelle, l’ÉDITEUR s’engage à communiquer à l’ARTISTE-AUTEUR, sur demande, une copie des contrats conclus avec les tiers dans les trois (3) mois de leur signature et les relevés de comptes relatifs à ces contrats selon les modalités précédemment exposées.

**Article I. 12 – Résiliation de plein droit du contrat**

La première partie du présent contrat est résiliée de plein droit, sans décision de justice :

* S’il n’y a pas eu publication de l’Ouvrage dans le délai prévu à l’article I. 9 ci-avant ; la résiliation prenant effet un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* Si l’édition de l’Ouvrage est épuisée au sens de l’article L. 132-17 du Code de la propriété intellectuelle, la résiliation prenant effet trois (3) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* En cas de manquement à l’obligation de reddition des comptes et/ou de paiement des redevances plus de six (6) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* Si pendant deux (2) ans années consécutives les états de comptes ne font pas apparaître de droits versés ou crédités au profit de l’ARTISTE-AUTEUR au-delà d’un délai de quatre (4) ans après publication de l’Ouvrage, la résiliation prenant effet trois (3) mois après sa notification par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* En cas de vente en solde ou destruction ou rachat par l’ARTISTE-AUTEUR des exemplaires en stock de l’Ouvrage, la résiliation prenant effet immédiatement.

À titre de clause pénale en application de l’article 1231-5 du Code civil, la résiliation de plein droit pour l’une des causes définies au présent article met immédiatement un terme au droit d’édition numérique défini dans la deuxième partie du présent contrat ; ainsi qu’à tout contrat de cession du droit d’adaptation audiovisuelle de l’Ouvrage qui n’aurait pas fait l’objet d’une exécution.

**Article I. 13 – Vente en solde et mise au pilon**

En cas ventes inférieures à …… exemplaires par semestre, l’éditeur pourra solder directement ou indirectement les exemplaires en stock ou procéder à une mise au pilon totale. Toutefois, il devra préalablement et formellement proposer à l’ARTISTE-AUTEUR, au moins deux (2) mois à l’avance, d’acquérir ce stock au prix de fabrication.

**Article I. 14 – Droit de préférence**

La conclusion entre les parties d’un pacte de préférence, au sens de l’article L. 132-4 du Code de la propriété intellectuelle, ne peut intervenir que par un contrat séparé et limité à l’édition imprimée.

**DEUXIÈME PARTIE : ÉDITION NUMÉRIQUE**

**Article II. 1 – Objet du contrat**

La deuxième partie du présent contrat a pour objet de déterminer les conditions d’exploitation des Œuvres par voie d’édition numérique de l’Ouvrage.

En aucun cas le présent contrat n’autorise une exploitation des Œuvres séparément de l’Ouvrage.

L’édition numérique de l’Ouvrage est effective si elle permet de satisfaire les besoins raisonnables du public et figure au catalogue numérique de l’ÉDITEUR.

**Article II. 2 – Définitions**

**Bon à diffuser numérique (BADN) :**

Validation formelle par l’ARTISTE-AUTEUR de la version définitive de l’Ouvrage aux fins de publication numérique, sous la forme d’une signature électronique au sens des articles 1366 et 1367 du Code civil ; étant précisé que cette validation est acquise en cas de publication numérique d’une version homothétique de la version ayant déjà fait l’objet d’un bon à tirer pour son édition imprimée.

**Délai de publication numérique :**

Ce délai est au maximum :

* soit d’un (1) an à compter de la signature du bon à diffuser numérique,
* soit de quinze (15) mois à compter de la remise de la version définitive et complète des Œuvres incorporées dans l’Ouvrage,
* et en tout état de cause de deux (2) ans à compter de la signature du présent contrat, sous peine de résiliation de plein droit de la deuxième partie dudit contrat trois (3) mois après mise en demeure de l’ÉDITEUR par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception.

**Édition numérique :**

Toute édition sur Internet ou sur un support numérique aux fins de lecture sur un écran.

**Enrichissement :**

Dispositif permettant d’accéder par un lien, à partir de la version numérique de l’Ouvrage, à des informations et/ou des œuvres auxquelles renvoient des mots, des images ou des signes contenus dans l’Ouvrage édité.

**Épuisement de l’édition numérique :**

Il y a épuisement de l’édition numérique quand la mise en demeure adressée par l’ARTISTE-AUTEUR à l’ÉDITEUR, par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception, de rendre effective la publication numérique de l’Ouvrage est demeurée sans effet après six (6) mois.

**Exploitation permanente et suivie de l’édition numérique :**

Pour l’application de l’article L. 132-12 et des articles L. 132-17 et suivants du Code de la propriété intellectuelle, il y a exploitation permanente et suivie de l’Ouvrage et diffusion commerciale conforme aux usages quand l’ÉDITEUR respecte les obligations suivantes :

* Exploiter l’Ouvrage dans sa totalité sous une forme numérique,
* Présenter l’Ouvrage dans son catalogue numérique accessible au public,
* Rendre l’Ouvrage accessible au public dans un format technique exploitable en tenant compte des formats usuels du marché et de leur évolution, et ce dans au moins un format non propriétaire,
* Rendre l’Ouvrage accessible à la vente, dans un format non propriétaire, sur plusieurs sites Internet, selon le modèle commercial en vigueur dans le secteur éditorial considéré ; sous réserve de restriction territoriale issue d’une décision étatique.

**Liseuse ou tablette :**

Appareil portable doté d’un écran et destiné au stockage et/ou à la lecture des livres numériques.

**Livre numérique :**

Ouvrage édité et diffusé sous forme numérique, destiné à être lu sur un écran.

**Publication numérique :**

Mise à la disposition du public de l’Ouvrage sous forme numérique, y compris par voie de téléchargement sur tout support de stockage, aux fins de lecture sur un écran ; étant précisé que la publication numérique n’est effective que si elle intervient dans le délai de publication ci-avant défini et si le mode d’accès commercial sur Internet ou d’édition sur un support numérique est suffisant pour satisfaire les besoins raisonnables du public. Il en est ainsi, selon les règles fixées par le code des usages, quand l’ÉDITEUR a rendu l’Ouvrage accessible à la vente en ligne, dans un format non propriétaire, sur au moins un site internet.

**Site internet :**

Large ensemble de ressources et services placés sous une même autorité et accessibles par la toile (c’est-à-dire le web) à partir d’une même adresse universelle.

**Flux (streaming) :**

Mise à la disposition du public à la demande sur Internet de manière que chacun puisse avoir accès à l’Ouvrage, de l’endroit et au moment qu’il choisit individuellement, sans téléchargement (download) tel que défini ci-après.

**Téléchargement (download) :**

Transmission d’un exemplaire de l’Ouvrage via Internet, à partir d’un serveur vers un ordinateur, une liseuse ou tout équipement similaire, aux fins de réception et de stockage.

**Support optonumérique :**

Support d’enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique.

**Vente numérique :**

Distribution rémunérée de l’Ouvrage auprès du public à des fins de commerce, dans un format numérique.

Article II. 3 – Obligations principales de l’Éditeur

L’ÉDITEUR est soumis aux obligations de conservation et de restitution des Œuvres définies à l’article I. 6.2 ci-avant.

L’ÉDITEUR s’engage à procéder à la publication numérique de l’Ouvrage, ainsi qu’à son exploitation permanente et suivie et à sa diffusion commerciale conforme aux usages ; le délai maximum de publication numérique étant d’un (1) an à compter de la signature du bon à diffuser numérique et en tout état de cause de deux (2) ans à compter de la signature du présent contrat.

Il s’engage par ailleurs à rémunérer l’ARTISTE-AUTEUR en fonction des recettes d’exploitation et à rendre compte de ladite exploitation en mettant à sa disposition tous justificatifs comptables.

L’ÉDITEUR accepte par avance de réexaminer les conditions économiques du présent contrat d’édition, au titre de l’édition numérique, tous les quatre (4) ans à compter de sa signature.

La négociation relative au réexamen de ces conditions économiques a lieu de bonne foi. A défaut d’accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la demande de réexamen, les conditions économiques seront révisées par le tribunal de grande instance compétent, sur demande de l’AUTEUR. Les frais et honoraires de cette procédure seront assumés par l’ÉDITEUR si elle aboutit à une révision des conditions économiques du contrat.

En vertu de l’article L. 132-16 du Code de la propriété intellectuelle, l’ÉDITEUR ne peut transférer le bénéfice du présent contrat à un tiers sans l’autorisation écrite préalable de l’ARTISTE-AUTEUR.

## Article II. 4 – Obligations principales de l’Auteur

L’ARTISTE-AUTEUR cède à l’ÉDITEUR, selon les conditions et limites ci-après définies, le droit de procéder à l’édition numérique de l’Ouvrage.

Il s’engage à communiquer à l’ÉDITEUR dans un délai d’un (1) an à compter de la signature du présent contrat, l’objet de l’édition ; la version définitive étant transmise après vérifications et relectures de manière à limiter l’importance des corrections.

L’ARTISTE-AUTEUR garantit à l’ÉDITEUR une jouissance paisible des droits cédés, conformément à l’article L. 132-8 du Code de la propriété intellectuelle.

## Article II. 5 – Cession de droits d’auteur et exclusivité

**II. 5.1 - L’ARTISTE-AUTEUR cède à l’ÉDITEUR,** pour la durée et pour les territoires définis à l’article II. 6 ci-après, le droit d’exploiter l’œuvre par voie d’édition numérique de la manière suivante :

a) publication par voie de téléchargement ;

b) (optionnel) mise à la disposition du public en flux ;

c) (optionnel) publication de supports optonumériques ;

d) (optionnel) publication par voie d’impression unitaire à la demande sur des lieux de vente.

**II. 5.2 - L’ARTISTE-AUTEUR cède également à l’ÉDITEUR**, pour la durée définie à l’article II. 6.1, le droit d’exploiter l’Ouvrage de la manière suivante :

a) Reproduction sous d’autres présentations que l’édition principale, sous réserve de ne pas modifier le contenu de l’Ouvrage, aux fins d’édition numérique ;

b) Reproduction en tout ou partie pour faire la promotion de l’Ouvrage.

c) Représentation en tout ou partie, par tous moyens y compris la télédiffusion, pour faire la promotion de l’Ouvrage ;

d) Traduction.

Toute utilisation de l’Ouvrage, ou de tout ou partie des Œuvres, qui n’a pas fait l’objet d’une cession de droits par le présent contrat est soumise à l’autorisation écrite et préalable de l’ARTISTE-AUTEUR, conformément à l’article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle.

**II. 5.3 - Le présent contrat d’édition est conclu [[4]](#footnote-5) :**

a) à titre exclusif pour son édition numérique

b) à titre non exclusif pour son édition numérique

L’ÉDITEUR est habilité à exploiter les droits ci-avant définis, soit directement, soit par voie de sous édition numérique ; étant précisé que l’ÉDITEUR devra informer l’ARTISTE-AUTEUR dans un délai de trois (3) mois à compter de la signature de tout contrat de sous édition numérique.

**II. 5.4 - L’ARTISTE-AUTEUR est sociétaire de** ......................, Organisme de Gestion Collective auquel il a confié la gestion de certains de ses droits d’auteur. Dans cette hypothèse, il appartient à l’ÉDITEUR de prendre contact avec .................... avant toute exploitation relevant des prérogatives statutaires de cette dernière.

**II. 5.5 - L’ARTISTE-AUTEUR accepte** qu’un extrait de l’Ouvrage soit accessible en ligne sous forme de feuilletage à des fins de promotion, dans la limite de 5% (cinq pour cent) de l’Ouvrage et si les Œuvres ne peuvent pas faire l’objet d’un téléchargement.

## Article II. 6 – Durée et territoires

**II. 6.1 - Durée**

La deuxième partie du présent contrat prend effet pour une durée de quatre (4) ans renouvelable par voie d’avenant.

Les contrats de sous-édition conclus conformément à l’article II. 5.3 ci-avant ne pourront être d’une durée dépassant de plus de trois (3) ans la durée ci-avant définie.

**II. 6.2 - Territoires**

Les droits visés aux articles II.5.1.a, II.5.1.b, II.5.1.c, II.5.2.a, II.5.2.b et II.5.2.c sont cédés pour le monde entier.

Les droits visés aux articles II.5.1.d et II.5.2.d sont cédés pour les territoires suivants :

...............................................................................................................................

## Article II. 7 – Livraison des Œuvres et Bon à diffuser numérique (BADN)

L’ARTISTE-AUTEUR s’engage à livrer la totalité des Œuvres à l’ÉDITEUR, dans un délai de ......................... à compter de la signature du présent contrat.

En cas de non-respect de ce délai par l’ARTISTE-AUTEUR, l’ÉDITEUR pourra adresser à l’ARTISTE-AUTEUR une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure est restée sans effet trois (3) mois après sa réception par l’ARTISTE-AUTEUR, la deuxième partie du présent contrat est résiliée de plein droit et sans sommation.

La livraison interviendra après vérifications de manière à limiter l’importance des corrections.

Un bon de dépôt des Œuvres sera signé en double exemplaire par l’ARTISTE-AUTEUR et l’ÉDITEUR, dont un exemplaire sera impérativement remis à l’ARTISTE-AUTEUR. Il mentionnera la valeur estimative des œuvres aux fins d’assurance.

En tout état de cause, L’ÉDITEUR en accusera réception par écrit dans un délai maximum de huit (8) jours.

Un bon à diffuser numérique sera signé par l’ARTISTE-AUTEUR au titre de la version définitive de l’Ouvrage, y compris des éventuels enrichissements, pour publication.

Toute modification, adaptation, mise à jour ou enrichissement de l’Ouvrage, ou de tout ou partie des Œuvres, est soumis à l’accord préalable et écrit de l’ARTISTE-AUTEUR et à la signature électronique d’un nouveau bon à diffuser numérique.

## Article II. 8 – Droits moraux

L’ÉDITEUR s’engage à faire figurer le nom de l’ARTISTE-AUTEUR, ou son pseudonyme, sur la page de garde de la version numérique de l’œuvre, ainsi que sur tout visuel destiné à l’information du public sur l’œuvre publiée.

Ce nom sera également mentionné à l’occasion de toute opération de promotion de l’œuvre publiée.

Le droit moral au respect de l’œuvre fait obstacle à ce qu’elle soit modifiée d’une quelconque manière sans que ce soit par l’Auteur, ou avec son accord écrit sur le contenu des telles modifications.

## Article II. 9 – Publication numérique

L’ÉDITEUR s’engage à procéder à la publication numérique de l’œuvre dans le délai de publication défini à l’article II. 2 ci-avant ; avec présentation dans son catalogue numérique accessible au public.

Le ou les mode(s) de publication numérique doi(ven)t faire l’objet d’une information préalable de l’ARTISTE-AUTEUR.

La publication numérique doit être effective. Plus généralement, l’ÉDITEUR s’engage à procéder à une exploitation permanente et suivie de l’œuvre par voie de vente en ligne et à une diffusion commerciale conforme aux usages de la profession.

## Article II. 10 – Résiliation de plein droit

La deuxième partie du présent contrat sera résiliée de plein droit et sans décision de justice dans les cas suivants :

* Absence de publication numérique dans le délai défini à l’article II. 3 ; la résiliation prenant effet un (1) mois après sa notification par l’ARTISTE-AUTEUR à l’ÉDITEUR, par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* Violation d’une obligation contractuelle six (6) mois après une mise en demeure de la respecter ; cette mise en demeure étant notifiée par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception ;
* Épuisement de l’édition numérique ; la résiliation résultant d’une mise en demeure de publication numérique, par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception, demeurée sans effet après six (6) mois ;
* Suppression de l’Ouvrage dans le catalogue numérique de l’éditeur ; la résiliation résultant du maintien de cette suppression six (6) mois après mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception, de rétablir l’ouvrage audit catalogue ;
* Absence de paiement de redevances à l’AUTEUR, pendant deux (2) années consécutives, plus de quatre après la première publication ; la résiliation prenant effet trois (3) mois après sa notification par lettre recommandée avec demande d’accusé de réception.

À titre de clause pénale en application de l’article 1231-5 du Code civil, la résiliation du contrat pour l’une des causes définies ci-avant entraîne de plein droit la résiliation de tout contrat de cession à l’ÉDITEUR du droit d’adaptation de l’Ouvrage dès lors que ce contrat n’a pas fait l’objet d’une exécution (c’est-à-dire d’une mise en œuvre effective).

La résiliation de la deuxième partie du présent contrat entraîne l’obligation de restitution dans un délai de huit (8) jours à l’ARTISTE-AUTEUR de tous éléments originaux qui auraient été communiqués à l’ÉDITEUR, conformément aux articles 1915 et suivants du Code civil ; l’ÉDITEUR s’engageant à ne conserver aucune copie de ces éléments.

Chacune des parties reste libre de demander à la partie défaillante le versement de dommages et intérêts correspondant au préjudice subi du fait de la résiliation intervenue.

## Article II. 11 – Exemplaires d’Auteur

L’ÉDITEUR communiquera gratuitement à l’ARTISTE-AUTEUR un exemplaire de toute version numérique de l’Ouvrage exploité par lui directement ou indirectement.

L’ARTISTE-AUTEUR ne pourra en faire commerce. Il pourra toutefois en distribuer un nombre maximum de vingt exemplaires par version numérique, pour sa promotion et ses contacts professionnels.

## Article II. 12 – Rémunération

**II. 12.1 - Édition numérique principale**

En contrepartie des exploitations définies à l’article II.5.1 a), c) et d) ci-avant, l’ÉDITEUR s’engage à verser à l’ARTISTE-AUTEUR une rémunération proportionnelle au nombre d’exemplaires ayant fait l’objet d’une vente numérique et calculée comme suit :

.....% (............ pour cent) du prix public hors taxe.

(Option)

.... % (........... pour cent) du prix public hors taxe de 0 à 5.000 exemplaires vendus ;

.....% (........... pour cent) du prix public hors taxe de 5.001 à 20.000 exemplaires vendus ;

.....% (........... pour cent) du prix public hors taxe au-delà de 20.000 exemplaires vendus.

Cette rémunération ne portera ni sur :

* les exemplaires remis à l’ARTISTE-AUTEUR ;
* les exemplaires destinés au dépôt légal ;
* les exemplaires destinés à la presse et à la promotion de l’Ouvrage.

**II. 12.2 – Édition numérique secondaire**

En contrepartie des exploitations définies aux articles II. 5.1 b), II. 5.2 a) et II. 5.2 d) ci-avant, l’ÉDITEUR s’engage à verser à l’ARTISTE-AUTEUR une rémunération proportionnelle calculée comme suit :

......% (.............. pour cent) des recettes brutes hors taxe facturées par l’ÉDITEUR.

**II. 12.3 – Accès par abonnement**

En cas d’accès payant à l’Œuvre dans le cadre d’un abonnement, l’ÉDITEUR s’engage à reverser à l’ARTISTE-AUTEUR une part des recettes qui est calculée comme suit :

........ % (..............pour cent) des recettes brutes hors taxe facturées par l’ÉDITEUR, au prorata du nombre total d’exemplaires vendus pendant la période trimestrielle considérée.

**II. 12.4 – Recettes annexes**

L’ÉDITEUR s’engage à reverser à l’ARTISTE-AUTEUR une part des recettes, y compris publicitaires, qui ne résultent pas d’un prix payé par le public ; cette part étant calculée comme suit : ........ % (...................... pour cent) des recettes brutes hors taxe facturées par l’ÉDITEUR, au prorata du nombre total d’exemplaires vendus pendant la période trimestrielle considérée.

**II. 12.5 – Rémunération forfaitaire (optionnel)**

Les parties peuvent convenir de remplacer par une rémunération forfaitaire la rémunération proportionnelle fixée ci-avant, à la condition que cela soit en conformité avec les articles L. 131-4 et L. 132-6 du Code de la propriété intellectuelle.

Cette rémunération forfaitaire est alors fixée par mode d’exploitation et pour la durée du présent contrat, de la manière suivante :

a) Publication par voie de téléchargement ;

b) (optionnel) Mise à la disposition du public en flux ;

c) (optionnel) Publication de supports optonumériques ;

d) (optionnel) Publication par voie d’impression rapide sur des lieux de vente.

**II. 12.6 - Traitement social et fiscal**

Toutes les sommes versées à l’ARTISTE-AUTEUR en exécution du présent contrat sont soumises aux obligations fiscales et sociales en vigueur.

**II. 12.7 - Rémunération de tout travail supplémentaire**

Tout travail supplémentaire demandé à l’ARTISTE-AUTEUR après la première publication numérique de l’Œuvre, notamment aux fins d’adaptation, mise à jour ou enrichissement de l’œuvre, doit faire l’objet d’une rémunération négociée de bonne foi en fonction de l’importance dudit travail supplémentaire.

**II. 12.8 - Réexamen des conditions de rémunération**

Compte tenu de la nature fortement évolutive des modalités de publication numérique des œuvres, il est convenu entre les parties de réexaminer les conditions économiques de la deuxième partie du présent contrat d’édition en cas de renouvellement du contrat quatre (4) ans après sa signature, puis, en cas de modification substantielle de l’équilibre économique du contrat six (6) ans après cette signature.

Cette procédure de réexamen doit être menée sur la base d’une communication de toutes les informations permettant d’apprécier la réalité des recettes générées par l’œuvre, de l’importance de sa diffusion et de l’évolution du marché ; étant précisé que l’ÉDITEUR doit faire tous efforts pour communiquer à l’ARTISTE-AUTEUR ces informations.

La négociation relative au réexamen de ces conditions économiques a lieu de bonne foi. À défaut d’accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la demande de réexamen, les conditions économiques seront soumises à l’avis d’une commission de conciliation composée à parité de représentants des auteurs et des éditeurs. À défaut d’accord dans un délai de trois (3) mois après avis de cette commission de conciliation, L’ARTISTE-AUTEUR pourra demander judiciairement la résiliation du présent contrat et la réparation de son préjudice économique. En cas de condamnation de l’ÉDITEUR, il est convenu par avance, à titre de clause pénale, que les frais et honoraires auxquels aura été exposé l’ARTISTE-AUTEUR pour cette procédure seront assumés en totalité par l’ÉDITEUR.

## Article II. 13 – Minimum garanti

Au titre de l’édition numérique et en application de l’article L.132-10 du Code de la propriété intellectuelle, il est garanti à l’Auteur un montant minimum de redevances égal à .................... euros hors taxe.

Le minimum garanti fait l’objet d’un versement par l’ÉDITEUR dans le délai d’un (1) mois à compter de la signature du présent contrat.

L’ÉDITEUR pourra récupérer le minimum garanti par déduction des redevances dues à l’ARTISTE-AUTEUR en application de l’article II. 12.1 ci-avant.

## Article II. 14 – Droits collectifs

L’ARTISTE-AUTEUR percevra directement de ....................., Organisme de Gestion Collective dont il est membre, les redevances qui lui sont dues au titre de la reprographie (cf. l’article L.122-10 du Code de la propriété intellectuelle), de la copie privée (cf. les articles L. 311-1 et suivant du Code de la propriété Intellectuelle), du prêt public du livre (cf. les articles L. 133-1 et suivant du Code de la propriété intellectuelle) et de câblodistribution simultanée de programmes hertziens de télévision (articles L. 132-20 et suivants du Code de la propriété intellectuelle).

## Article II. 15 – Reddition des comptes

L’ÉDITEUR arrête à la fin de chaque trimestre civil un relevé des rémunérations dues à l’ARTISTE-AUTEUR en application de l’article II. 12 ci-avant. Ce relevé est communiqué à l’ARTISTE-AUTEUR au plus tard deux (2) mois après la fin du trimestre considéré et rendu accessible en ligne, grâce à un code d’accès transmis à l’ARTISTE-AUTEUR, pendant une durée de cinq (5) ans. Il est signé par un représentant légal de L’ÉDITEUR.

Le relevé trimestriel des comptes doit mentionner, par type d’exploitation et par exploitant :

* le prix public hors taxe ;
* le nombre d’exemplaires vendus ;
* le nombre d’exemplaires exonérés de droits d’auteur ;
* les assiettes et taux appliqués pour le calcul de la rémunération de l’ARTISTE-AUTEUR ;
* le montant total hors taxe dû à l’ARTISTE-AUTEUR.

Il doit également mentionner, dans une rubrique spécifique, le détail par exploitant des éléments permettant le calcul des rémunérations dues à l’ARTISTE-AUTEUR en application des articles II. 12.2, II. 12.3 et II. 12.4 ci-avant et le montant des dites rémunérations.

Le cas échéant, le relevé trimestriel de comptes rappelle le montant de toute rémunération forfaitaire déjà versée à l’ARTISTE-AUTEUR.

Les sommes dues à l’ARTISTE-AUTEUR lui sont versées par l’ÉDITEUR au plus tard trois (3) mois après la fin du trimestre considéré.

L’ÉDITEUR tient à la disposition de l’ARTISTE-AUTEUR, pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la communication de chaque relevé trimestriel de comptes, les justificatifs relatifs à celui-ci.

L’ÉDITEUR s’engage par ailleurs à mettre à la disposition de l’ARTISTE-AUTEUR une copie des contrats de sous-édition numérique conclus avec les tiers au titre de l’exploitation de l’œuvre.

L’ARTISTE-AUTEUR pourra faire vérifier sur place par un expert-comptable les comptes de l’ÉDITEUR au titre de l’exécution du présent contrat ; sous réserve d’en prévenir l’ÉDITEUR au moins huit (8) jours à l’avance. L’expert-comptable aura accès à tous justificatifs et documents comptables nécessaires à cette vérification. Le coût de cet audit sera à la charge de l’ÉDITEUR si la vérification aboutit à une régularisation à l’avantage de l’ARTISTE-AUTEUR de plus de 5% sur un exercice comptable.

## Article II. 16 – Droit de préférence

La conclusion entre les parties d’un pacte de préférence, au sens de l’article L. 132-4 du Code de la propriété intellectuelle, ne peut intervenir que par un contrat séparé et limité à l’édition numérique.

## Article II. 17 – Mesures techniques de protection

L’ÉDITEUR s’engage à ce que toute utilisation d’une mesure technique de protection lors de la publication numérique de l’œuvre fasse l’objet d’une information préalable et écrite de l’ARTISTE-AUTEUR.

**DIVERS**

**Médiation**

Sous réserve du réexamen des conditions de rémunération prévu à l’article II. 12.8 ci-avant, tout litige relatif à la validité, à l’interprétation ou à l’exécution du présent contrat, sera soumis, préalablement à toute action en justice, à une médiation au sens du Décret n° 2012-66 du 20 janvier 2012, préalablement à toute action judiciaire. Le médiateur sera désigné d’un commun accord entre les parties en faisant appel à un centre de médiation soumis au Code national de déontologie des médiateurs.

**Loi applicable et attribution de compétence**

Le présent contrat est soumis à la législation française.

En cas de litige, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents de ................................ .

Fait à ......................................, en deux exemplaires, le ...............................

L’ARTISTE-AUTEUR L’ÉDITEUR

**NOTES**

1. L’adhésion à une organisation professionnelle permet aux artistes-auteurs d’accéder à des informations et conseils, ainsi qu’à une assistance juridique. L'USOPAVE a pour objet de coordonner les actions des différentes organisations professionnelles représentatives des artistes-auteurs dans les domaines des arts visuels et de l’écrit et de défendre les intérêts moraux et matériels des artistes-auteurs des arts visuels et de l’écrit par tous les moyens dont elle juge bon de se doter, notamment : représentation auprès des pouvoirs publics et des collectivités territoriales et organismes compétents dans les domaines des arts visuels et de l’écrit, interventions auprès des différents médias, contributions à diverses publications et organisation de colloques.

2. S’agissant des œuvres d’un artiste-auteur décédé, le contrat doit être signé par une personne habilitée à exercer les droits relatifs aux œuvres qui seront exposées : exécuteur testamentaire, administrateur de succession, légataire, ayant droit successoral, etc. Pour ce qui concerne les successions ouvertes en France, c’est l’Acte de notoriété, établi par le notaire en charge de la succession, qui permet d’identifier les ayants droit successoraux. Ce notaire peut par ailleurs répondre à toute demande d’information relative à une éventuelle désignation d’un exécuteur testamentaire et à d’éventuelles libéralités (donations ou legs).

3. Il serait souhaitable que l’accord professionnel régissant les relations contractuelles entre artistes-auteurs et éditeurs apporte des précisions sur les modalités contractuelles de calcul de la rémunération des artistes-auteurs en pourcentage des recettes publicitaires générées par les services en ligne ; y compris en ce qui concerne le cas particulier des recettes publicitaires générées par un portail utilisé par plusieurs éditeurs. La gestion collective des droits d’auteur pour la perception de redevances en pourcentage des recettes publicitaires en ligne semble être la solution la plus simple, dans l’intérêt commun des artistes-auteurs et des éditeurs.

1. Indiquer le cas échéant un titre provisoire [↑](#footnote-ref-2)
2. Supprimer la mention inutile [↑](#footnote-ref-3)
3. Prorata numeris signifie que la base de calcul de la rémunération complémentaire par réédition sera établie en multipliant le montant de la première rémunération par un coefficient calculé en divisant le nombre d’exemplaires réédités par le nombre d’exemplaires constituant la première édition [↑](#footnote-ref-4)
4. Supprimer la mention inutile [↑](#footnote-ref-5)